Jean Castex contraint de s’impliquer dans l’expulsion d’un complice de Mohammed Merah pour que l’Algérie l’accueille

18/05/2022 à 16h18



(…)

En 2019, la cour d’assises spéciale de Paris avait condamné Fettah Malki, interpellé et incarcéré depuis 2013, à dix ans de prison pour avoir fourni un pistolet-mitrailleur et un gilet pare-balle à Mohammed Merah. En novembre dernier, il avait été interpellé pour n’avoir pas respecté les conditions imposées par son contrôle judiciaire depuis sa sortie d’un centre de rétention administrative de la banlieue toulousaine, quelques jours plus tôt. Fettah Malki était en effet sous le coup d’une procédure d’expulsion vers l’Algérie.

Jean Castex s’est particulièrement investi pour que celle-ci se concrétise. « J’en avais fait un sujet personnel », confiait-il quelques jours avant son départ de Matignon. Le 10 mars, le chef de l’Etat avait participé à une cérémonie en hommage aux victimes de ces tueries. Pour l’ancien Premier ministre, c’était une question de principe. **Jusqu’à présent, l’Algérie refusait de reprendre Fettah Malki, malgré la pression exercée par Paris : à l’automne dernier, le**

gouvernement Castex avait décidé de restreindre les visas octroyés à ce pays (comme à la Tunisie, au Maroc…), qui refuse la plupart du temps de délivrer les laisser-passer consulaires nécessaires au retour de ses ressortissants expulsés par la France. Mais Jean Castex n'a pas voulu en rester là. **L'ancien Premier ministre s'est notamment entretenu ce printemps avec son homologue algérien de ce dossier, lui expliquant à quel point cette situation était inacceptable. Treize jours avant son départ de Matignon, il a obtenu satisfaction. « Ils l'ont repris ! », se félicitait-il.**

L'Opinion